

## GUATÉMALA

### Il est temps de mettre fin à l'hostilité envers les droits humains

Index AI : AMR 34/070/2003

ÉFAI

**Embargo : jeudi 18 décembre 2003  
(00 h 01 TU)**

### COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Perpétré ce dimanche 14 décembre, l'homicide du père José Maria Ruiz Furlán n'est qu'un des multiples exemples illustrant l'ampleur et la gravité des défis qui se poseront, en matière de droits humains, au nouveau gouvernement l'année prochaine, a déclaré Amnesty International à la veille du dernier tour de l'élection présidentielle, qui aura lieu le 28 décembre.

Le respect des droits fondamentaux a marqué un net recul au cours de la présidence d'Alfonso Portillo et l'impunité continue de régner dans le pays.

« *Les accords de paix de 1996 et les recommandations de la Comisión de Esclarecimiento Histórico (Commission pour la clarification historique des violations des droits humains et des actes de violences à l'origine des souffrances du peuple guatémaltèque, ou Commission de la vérité) doivent être intégrés au programme politique du nouveau gouvernement. Le nouveau président du Guatemala saisira ainsi une occasion unique de rompre avec un passé marqué par l'impunité et les violations des droits humains, qui enténébrent le Guatemala depuis plus de trente ans et ont fait de ce pays un « havre de paix » pour les auteurs de ces violences* », a souligné Amnesty International.

Parmi les priorités du nouveau gouvernement doivent figurer le renforcement du système judiciaire, grâce à la formation de la *Comisión para la Investigación de Cuerpos legales y Aparatos Clandestinos de Seguridad* (CICIACS, Commission d'enquête sur les groupes armés illégaux et sur les appareils de sécurité secrets). Cette Commission aura pour mission d'enquêter sur les structures du pouvoir parallèle au Guatemala, sur leurs activités illégales et les exactions qu'elles ont commises, veillant ainsi à ce que les individus impliqués dans des atteintes aux

droits fondamentaux soient poursuivis en justice.

D'autre part, le nouveau gouvernement devra veiller à la mise en œuvre des réformes des services de renseignements, en s'appuyant sur le nouvel organisme civil, le *Secretaria de Asuntos Administrativos y de Seguridad* (SAAS, Secrétariat aux affaires administratives et à la sécurité de la présidence de la République), de manière à consolider la surveillance civile.

Au cours de l'année 2003, la violence politique a pris des proportions alarmantes, rappelant le passé brutal et sanglant du pays marqué par la répression. Les actes d'intimidation constants, les menaces de mort et les exécutions extrajudiciaires visant militants politiques, membres de l'appareil judiciaire, témoins de violations des droits fondamentaux, avocats, journalistes et défenseurs des droits humains étaient monnaie courante. L'impunité est demeurée la norme dans la plupart des cas. En outre, des dizaines de défenseurs des droits humains ont été contraints d'entrer dans la clandestinité ou de s'exiler tout au long de cette année.

« *À l'approche de l'élection, les deux candidats présidentiels doivent impérativement prendre toutes les mesures propres à garantir l'adhésion au pacte de non violence signé par toutes les parties au début de la campagne électorale, a déclaré Amnesty International, avant de conclure :*

« *L'année 2004 doit marquer un tournant décisif pour le Guatemala. Le nouveau président devra relever le défi et assumer la responsabilité de mettre en œuvre un programme constructif et tourné vers l'avenir en matière de droits humains, afin de lutter contre l'impunité et de veiller à ce que l'état de droit soit à nouveau pleinement respecté.* »

### Complément d'information

Le père Ruiz a été attaqué et assassiné le 14 décembre par quatre hommes armés à la sortie de l'église de Santo Cura de Ars, dans sa paroisse de La Limonada, située dans un quartier pauvre de la capitale Guatemala. Ses agresseurs lui ont tiré plusieurs balles dans la tête.

Son homicide a été largement condamné par les dirigeants ecclésiastiques, les organisations de défense des droits humains et les membres de la société civile. ●

Pour en savoir plus sur l'hostilité envers les droits humains au Guatemala, veuillez consulter les documents suivants :

- [Amnesty International remet en question le transfert des archives des services de renseignements](#) (index AI : AMR 34/069/2003) ;

- [Des actes de violence politique et des atteintes aux droits humains sont à craindre](#) (index AI : AMR 34/066/2003) ;

- [L'abolition de l'État-major présidentiel doit être synonyme de véritables réformes, et non d'un simple remaniement](#) (index AI : AMR 34/065/2003) ;

- [Les droits humains et les élections de 2003 : la légitimité en jeu](#) (index AI : AMR 34/055/2003) ;

- [Des bulletins ou des balles ? Il faut s'employer à résoudre la violence politique](#) (index AI : AMR 34/037/2003).

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>